

# SURVIVRE.. ET VIVRE MEDITERRANEE

EDITION  
SPECIALE

2 F

ARCHIVES  
CENTRE DE RECHERCHES  
SOCIALES  
ANTI-AUTORITAIRES

"JE CRACHERAI  
SUR VOTRE  
SOLEIL"  
FOS

LE MONSTRE



JUIN  
1972



# édition spéciale MEDITERRANEE

## SURVIVRE.. ET VIVRE

"Survivre et Vivre" présente pour la première fois un numéro entièrement réalisé par un groupe de province. Ce "Spécial Méditerranée", a pour but d'insister sur deux problèmes de première importance (Le Larzac, Fos/mer) dont les conséquences débordent largement le littoral méditerranéen et justifie une diffusion nationale. Il nous paraît logique que l'équipe de Paris soit épaulée par les groupes de province qui sont meilleurs juges, donc meilleurs observateurs pour ce qui se passe sous leurs yeux. Dans le cas présent, les groupes "Survivre" d'Aix-en-Provence, de Marseille, de Toulon et de Montpellier (qui se sont constitués après le passage d'Alexandre dans le Midi), ont collaboré avec le journal écologique de Jean-Claude Leyraud "Le Courpatier" pour faire connaître leur action en Provence et au Languedoc. Cette décision a été prise en plein accord avec le comité de rédaction de Paris et voudrait constituer un précédent pour favoriser la création d'autres "Survivre" régionaux. C'est pourtant un ballon d'essai : la suite dépend de la diffusion de ce numéro. Donc, au boulot : aidez-nous à diffuser et concertez-vous pour dénoncer, à votre tour, les scandales écologiques de votre région.

Ici Toulon - à vous Toulouse.....

### Sommaire

SURVIVRE ET VIVRE.....	3	UNE PETITE PARABOLE.....	15
QUELQUE CHOSE.....	5	LE SUD-AVEYRON, ZONE COLONISEE	
LA CROISSANCE D'UN MONSTRE:FOS.....	6	L'EXTENSION DU CAMP MILITAIRE	
L'AGONIE DE LA MER.....	11	DU LARZAC.....	17
ATTENTION MIRAGE DANGEREUX.....	12	****	
AVEC LE COMPLEXE DE FOS UNE AIRE		AIMER VIVRE.....	23
NOUVELLE COMMENCE.....	13/14	COUVERTURES: FOS, LE MONSTRE	

#### SURVIVRE MEDITERRANEE

TOULON: J. MAILLE Tél. (94)98 22 59  
 AIX-EN-P.: P.SERPINSKY 26 bv H. Charrier  
 MARSEILLE: J.MANUCEAU/CNRS P.501  
 Tél. 75 42 42  
 ALPES-RHONE: J-C LEYRAUD BP2 84 RASTEAU

#### SURVIVRE ET VIVRE P A R I S

5 rue Thorel - PARIS 2° - Tél. 231 17 21 - Secrétariat ouvert tous les après-midis sauf Dimanche  
 Permanence Mardis et Jeudis 19 à 21 h. - abonnements: chèques banc. à "Survivre". CCP 3301748 La Source. Prix: 12 N°:24F (30F pour l'étranger)

Après Bressuire (Sept. 71) et Montluçon (Mars 72) où ils ont été relaxés, c'est aujourd'hui à MENDE que sont poursuivis les objecteurs. Rappel des faits: le 14 Août 71, des parachutistes installent sur la place du Foirail de Mende un stand d'exposition vantant les mérites de cette arme et présentant aux jeunes les possibilités de carrière qui leur sont offertes dans ce cadre. Face à cette propagande militariste un groupe de jeunes a entrepris de distribuer les extraits du code du service national. Ils ont été rapidement interpellés et maintenant, six d'entre eux: Bruno ALBERT Patrick LESCURE  
 J.-P. DARTIGUE-PEYROU Claude LHUILLIER  
 J.-O. EGEA Bernard RICADAT

ont à répondre le 8 Juin 1972 devant le tribunal correctionnel de Mende de l'accusation suivante: "Avoir distribué des tracts intitulés "Objection au service militaire" et ainsi fait une propagande tendant à inciter autrui à bénéficier des dispositions de la loi du 21 Déc. 1963 dans le but exclusif de se soustraire à ses obligations militaires; faits prévus et réprimés par l'article 11." Pour la suite des nouvelles lisez la "lettre des objecteurs" ou mieux, abonnez-vous (c/o Dominique ARRIVE, 25bis Cours Lamartine, LYON 3°)

# SURVIVRE ET VIVRE

Deux mots-clé, un espoir, un mouvement, une expérience sociale et culturelle, une réflexion sur l'avenir de l'espèce humaine à l'époque où la vie se laisse coloniser par CAPITALISATION DU SAVOIR et LA PUISSANCE DES OBJETS.

Aujourd'hui, le savoir-faire, le savoir dire et le savoir tout court sont étroitement subordonnés à des impératifs financiers et parfois militaires. De même, les objets produits par les usines qui inondent les nations dites développées, en garantissant la rentabilité du capital, déterminent un mode de vie et une mentalité qui confèrent au NIVEAU DE VIE une valeur supérieure à la QUALITE DE LA VIE.

Entendons-nous bien, le niveau de vie n'est autre chose qu'un pouvoir d'achat accouplé à une possibilité d'acheter des biens de consommation ou des sécurités en quantités et variétés toujours grandissantes.

La qualité de la vie, par contre, est un critère de santé-physique, mentale, à partir duquel émerge une joie de vivre en société, située au-delà du bonheur-matériel immédiat-pré-fabriqué-provoqué. La qualité de la vie peut aussi se définir comme le rapport du bien-être physique et moral et du prix qu'il doit se payer. Quand la qualité de la vie baisse, le bien-être devient exorbitant, voire impossible. C'est pourquoi la qualité de la vie est inséparable de la qualité de l'environnement et que toute forme de pollution est contraire au progrès social de l'humanité et à la survie de l'espèce. La pollution n'est pas un accident, elle est un symptôme, - symptôme de l'aberration de notre système politico économique et culturel dont le leitmotiv, foi dans le progrès et l'expansion, ronge les ressources naturelles de la terre aussi sûrement qu'un cancer épuise un organisme. Cette foi permet à quelques privilégiés d'aliéner une bonne partie de la population (par le travail très spécialisé dans les chaînes et par les cadences).

Où allons-nous ? Que faire pour affronter l'avenir ? Notre civilisation industrielle est-elle capable de durer, moyennant des transformations radicales, ou bien est-elle appelée à disparaître prochainement ?

L'homme doit-il indéfiniment travailler et consommer, s'aliéner toujours plus pour assurer le fonctionnement d'un immense système de communications et d'échanges, pour justifier l'efficacité de sa connaissance du monde et continuer à vérifier le bien-fondé de son attitude de domination et d'exploitation sans vergogne vis-à-vis de la nature, -ou doit-il au contraire utiliser ses acquisitions scientifiques et techniques pour élargir sa conscience et réapprendre à vivre, en se contentant d'assurer la satisfaction de ses besoins essentiels ?

Dans un proche avenir, il faudra bien que les sociétés dites développées choisissent une des branches de cette alternative pour orienter l'évolution de l'espèce : devenir plus humains ou bien disparaître dans les rouages d'une machine fictive, en passant du stade de l'homme imaginant au stade du robot.

Mais avant que ce choix puisse être fait se pose le problème de la survie : or, sur ce point, nous en sommes encore à la politique des constats. Chaque jour nous apporte des images tragiques. Depuis deux ans, la presse a consacré des centaines d'articles à la course à la mort. Dans la seule France 18 livres, en 18 mois, traitent de la pollution, des nuisances, de l'épuisement des richesses naturelles et de l'accumulation des tensions psychologiques dues à notre manière de vivre en société technologique.

Une avalanche de documents plus ou moins secrets s'épanchent des centres de recherche. Sur demande des gouvernements, les universités étudient un "modèle" du monde (industriel et post-industriel). Des associations (500 actuellement en France), des collèges internationaux sont créés et 1972 nous promet des "rencontres écologiques" sans précédent. De toutes parts des scientifiques, des humanistes, des prêtres et des ouvriers s'unissent pour envisager des actions sur les masses, etc..., etc... Quelque chose se déchaine dans l'ombre, le silence est parfois rompu.

Mais si la politique commence à graver autour des problèmes de l'homme et de son environnement, c'est le plus souvent

pour y puiser la force offensive de la bonne conscience : en France, le ministère de l'Environnement dispose d'un budget dérisoire (0,11% du budget total du pays) et il est clair que la politique de sauvegarde d'espaces verts et de parcs nationaux constitue une monumentale tarterie. En effet, dans une société fondée philosophiquement sur la séparation de l'homme d'avec la nature et matériellement sur le profit et l'expansion, il ne peut y avoir de secteur réellement protégé. Le secteur protégé implique le secteur non protégé (1000 fois plus vaste) sur lequel on se livrera à une exploitation forcenée, en toute bonne conscience et au pillage systématique. Voyez, entre autre, le projet d'une superstation à Cervière, l'implantation d'un complexe pétrochimique et sidérurgique dément à Fos/mer, l'extension du camp militaire du Larzac.

Ainsi "Survivre et Vivre" c'est aussi une mise en garde permanente contre le sommeil et l'anesthésie sécurisante.

Puisque c'est la forme de culture, dite civilisatrice, que les hommes se sont données qui détruit la planète de toutes parts, au-delà de la lutte urgente contre les fauteurs de pollution, il s'agit avant tout de définir une volonté conduisant directement à une révolution écologique et culturelle dont les systèmes politiques si évolués soient-ils, ne représentent d'aucune manière cette nouvelle vision.

Révolution écologique, pourquoi? Parce que l'homme vit sur un vaisseau qui s'appelle la terre et que cet ensemble limité est gravement menacé de déséquilibre, d'épuisement et d'étouffement.

Révolution culturelle, pourquoi ?

Parce qu'en dehors de tout notre passé culturel et moral, désormais incompatible avec les progrès de la connaissance et les réalisations d'infrastructures techno-économiques, un facteur d'aliénation vient de se révéler au grand nombre: le scientisme, nouvelle église aux oeillères tout aussi efficaces que les croyances et les théories basées sur l'expansion et le profit. C'est le scientisme qui permet l'investissement massif de tous les désirs humains dans l'objet et qui est le fondement de toute notre divagation économique. Cette divagation est non seulement stérilisante, mais en contradiction irréductible avec les facteurs d'équilibre écologique de notre "vaisseau" terre et donc, finalement, de notre survie.

on peut retenir dès maintenant quelques grands principes d'action capables d'engendrer les mutations mentales et culturelles qui s'imposent :

**DEVELOPPER** une conscience écologique planétaire, en dénonçant toutes les formes d'impérialisme économique, militaire ou culturel.

**FREINER** l'explosion démographique en planifiant les naissances et en équilibrant les niveaux de consommation et de répartition des ressources entre le tiers-monde et les pays surdéveloppés.

**RENONCER** immédiatement aux innovations technologiques pouvant affecter l'équilibre écologique : recherche de nouveaux armements, transports supersoniques, nouveaux pesticides, fabrications de nouvelles matières plastiques, implantation de grands complexes d'énergie atomique, etc...

**DETRUIRE** en priorité le mythe de la croissance, en luttant contre le gaspillage des richesses naturelles et la surconsommation inutile à la conservation de la vie : papier, emballages "plastique", voitures, déchets radioactifs, etc...

**TENDRE** vers une agriculture naturelle purement biologique, radicalement opposée aux manipulations chimiques (pesticides, fertilisants, etc.)

**REFUSER** toute participation aux recherches et entreprises susceptibles d'attenter à la vie humaine et à l'environnement. Boycoter en particulier toute organisation militaire ou civile favorisant la prolifération des armes.

**LUTTER** contre toutes les formes d'aliénation politique et de conditionnement: méritocratie, fétichisation de la compétence, vote, service militaire, publicité, censure des idées, etc...

**PROMOUVOIR** une "nouvelle science" qui se distingue radicalement de la science pratiquée dans le choix des buts, en visant :

- l'économie des richesses naturelles au lieu du gaspillage,
- la conservation des cycles de la nature au lieu de la création de processus irréversibles,
- l'utilisation complète de l'énergie quelle qu'en soit la forme, dans ses différentes étapes de transformation, au lieu de négliger la récupération possible de la chaleur résultant d'un travail mécanique ou d'une réaction chimique. Par exemple, utilisation de la chaleur produite par les

\* COMPOST: débris organiques+terre utilisés comme engrais

engrais biologiques, pour chauffer une ferme en hiver, en disposant le compost \* dans un espace fermé.

Ce qui précède sous-entend de promouvoir également une nouvelle mentalité en ce qui concerne les relations humaines dans l'exercice de la recherche scientifique, caractérisée par la réduction des rapports hiérarchiques entre spécialistes, spécialités, notamment au sujet de la subordination des métiers manuels aux métiers intellectuels.

DEVELOPPER de nouveaux styles de vie à partir de communautés expérimentales, d'une redéfinition de la "pédagogie", d'une refonte complète de l'enseignement pour aboutir à une nouvelle école, une école de désintoxication à l'égard des objets, une école du corps, du plaisir, du jeu, qui enseigne en priorité des méthodes relatives à une survie élémentaire; alimentation, soins médicaux, agriculture biologique, confection d'ustensils de première nécessité, de vêtements, d'habitations, etc...

• • • •

En bref, le premier facteur de rupture du cercle vicieux dans lequel nous nous trouvons réside dans un changement radical des mentalités, nécessitant la découverte de nouveaux types de relations humaines,

d'une nouvelle manière de communiquer, non plus basée sur le pouvoir et la possession l'agressivité ou le refoulement, mais sur une nouvelle manière de voir, de sentir et de faire ressentir.

• • • •

Cette nouvelle manière de voir peut commencer dès aujourd'hui, elle dépend de nous et du prix que l'on donne aux objets qui nous séparent les uns des autres. Ce n'est pas le désir qui nous aliène, c'est la frustration ressentie par le manque de communication véritable entre les hommes, entre nous et la nature. C'est le vide d'un manque à vivre que la distraction, vendue à grand profit par les sociétés de consommation, ne peut plus compenser. La lucidité qui découvre une telle situation n'a pas de prix. Il est banal de répéter que le vide dont nous souffrons est nécessaire à l'expansion de notre système ou de redire qu'avec le progrès de la science nous n'aurons plus besoin un jour de ces choses bizarres qu'on appelle encore arbre, terre campagne...

• • • •

La civilisation technicienne a peut-être raison. A chacun de faire son choix et de le faire connaître.

## Quelque chose

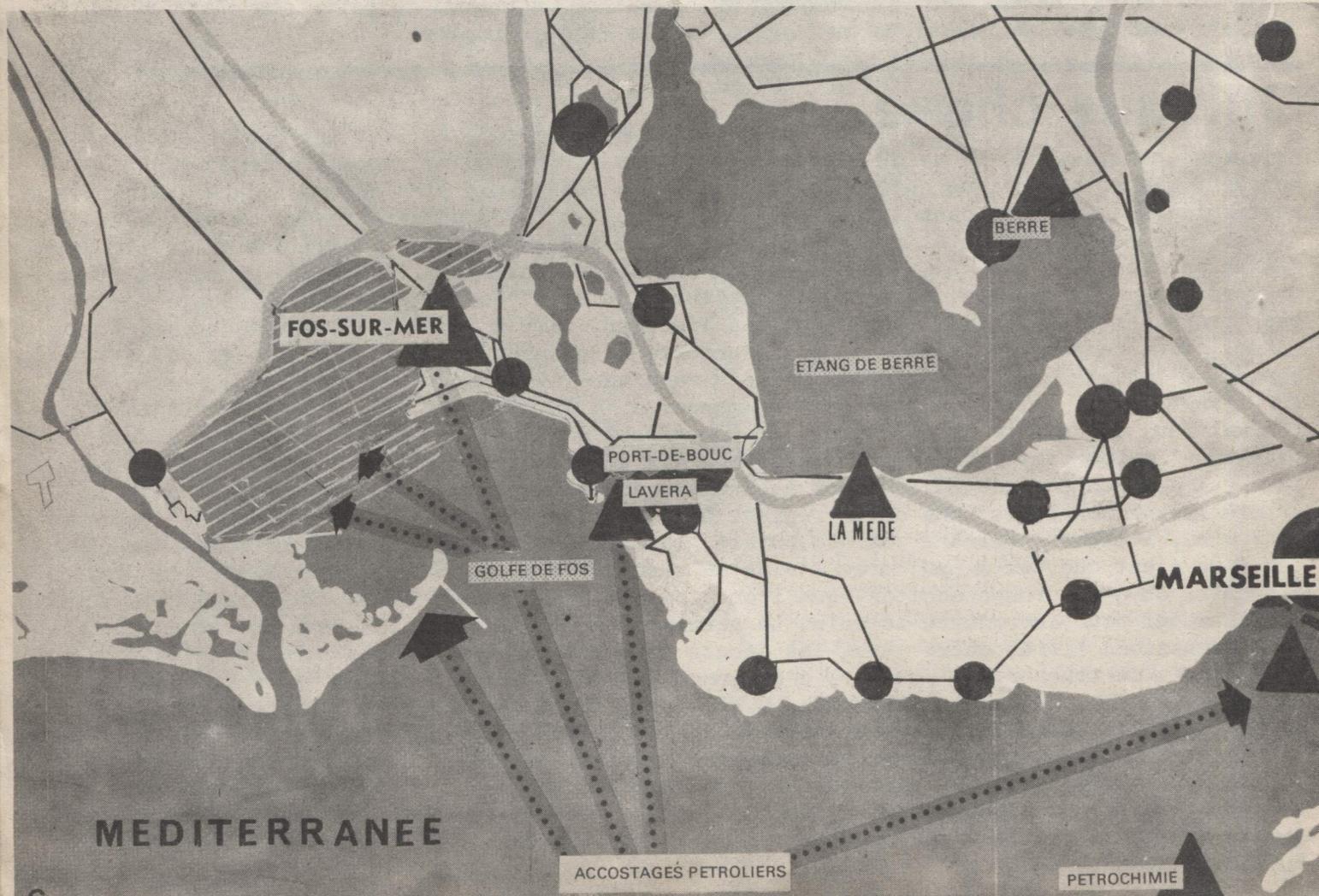
Si tu as vécu à Aix, si tu y as fait des études ou si tu y demeures actuellement, tu as dû t'apercevoir de la torpeur qui y règne, à l'image figée de ce monument classé historique qu'est la ville. Il y a les Aixois bien enfermés dans leurs hôtels particuliers ou parqués dans leurs HLM - blockhaus, et les étudiants, leurs cafés, leurs réunions. Deux mondes fermés et hostiles. Passent les événements, les violations de la "campagne d'Aix" par les ZUP, ZAD, ZAC, ZOB et autres zones, le tout facilité par des promesses de progrès, de nouveaux emplois, de métropole culturellement-industrielle, avec ses autoroutes, véritables tranchées d'oxyde de carbone dans des lieux où, il y a seulement 4 ans, des vaches paissaient, sous le pont de l'Arc - et Aix s'endort, s'enfoncé. Ce qu'il fallait faire, c'était remuer, n'importe comment, enfoncer un coin dans une faille et à force de coups, faire éclater l'inertie. Il fallait à tout prix commencer à FAIRE QUELQUE CHOSE. La tribu "Le Pop" (Cheval Fou) est sortie de ses vignes de Montmirail dans le Vaucluse et avec Jean Claude Leyraud ("Le Courpatier") a essayé de bouger Aix en proposant pendant la semaine du 10 au 14 avril des concerts de musique pop au Théâtre du Centre et une réunion de tous ceux qui s'intéressent aux pollutions de la région. La pollution ? Bof ! Le ciel d'Aix n'est pas noir de fumées, l'eau est célèbre pour sa pureté, la Sainte Victoire permet de retrouver le silence. - Ce n'est que peu à peu, avec l'aide du cinéma 16/35, de "Survivre et Vivre", du groupe MLF d'Aix et d'un groupe occitan, que l'on a pu faire ce QUELQUE CHOSE. Pas grand chose, mais suffisamment pour introduire le coin. La rencontre de ces groupes fut déjà un élément positif; les discussions libres entre gens, les débats avec Jean Maillé et Alexandre Grothendieck, auront permis de toucher, de pousser, d'informer les gens. Même la petite manifestation contre la pollution dans les rues d'Aix aura eu son écho auprès des passants. Pourtant, il aurait suffi aux Aixois de sortir de leur ville-musée, de se promener sur les routes et de voir la zone industrielle qui s'implante entre Fos et Aix avec Vitrolle au centre, pour s'apercevoir que les retombées ne seront pas seulement technologiques, mais plutôt polluantes. Quant aux célèbres eaux d'Aix, elles seront vite chargées de lessives... pour être remplacées par les rayons traitants de Cadarache et d'autres centrales nucléaires à venir, si l'on ne fait pas "QUELQUE CHOSE".

# LA CROISSANCE D'UN MONSTRE FOS

## CAPITALE PETRO-SIDERURGIQUE DU MARCHE COMMUN

La carte de France était mal faite. Tout va s'arranger maintenant. Et allons-y : les lorrains à Marseille et le tour est joué. Des centaines de milliers de défavorisés pourront, d'ici quelques années, se bronzer au soleil et faire griller la sardine dans leurs villas "les pieds dans l'eau". Par surcroît, tous les français seront fiers, à condition qu'ils aient une armée redoutable pour dissuader les jaloux et les provocateurs, fiers d'avoir construit le premier port méditerranéen capable de recevoir les pétroliers de 500 000 à 1 000 000 de tonnes, fiers de faire visiter une darse plus grande que le grand port de Marseille, fiers de battre Rotterdam, Anvers, Hambourg ou Londres, fiers de raffiner 40 millions de tonnes ou de produire du courant, plus qu'on ne peut en consommer, avec des centrales thermiques totalisant des milliers de M W, de maîtriser un enfer sidérurgique produisant plus de 7 000 000 de tonnes d'acier par an, avec 10 000 personnes sur 5 000 Ha (et, si besoin en est, sur 15 000 Ha), fiers de représenter le plus beau réseau anti-pollution, les meilleurs automatismes, de vivre enfin la véritable expansion. On croit rêver et pourtant on est dans une réalité déjà existante. Si nos enfants veulent participer à une aventure dangereuse, ils seront gâtés !

Fos est un pari tragique, il faut en être conscient.



LES

DONNEES

DU PARI

L'industrialisation de la région de Fos prévue au VI<sup>e</sup> plan se présente comme un modèle de l'antagonisme qui oppose l'expansion industrielle et la qualité de la vie.

Alors que les principales fonctions écologiques sont déjà altérées sur le littoral méditerranéen (depuis quelques années) par le développement progressif de la pétrochimie (Shell-Berre, Lavera), l'implantation d'un complexe industriel géant va accélérer le processus de dégradation en cours et provoquer rapidement une rupture définitive de l'équilibre écologique dans les Bouches-du-Rhône.

L'implantation du projet dépasse de loin non seulement tout ce qui a déjà été réalisé en Europe dans le domaine industrialo-portuaire, mais aussi dans le domaine délicat de l'accroissement provoqué des concentrations urbaines. Au voisinage de Marseille et d'Aix on prévoit l'extension systématique des villes existantes dans le but de doubler la population de la région avant 1985.

D'ores et déjà, des comités d'étude et de réflexion ont rédigé des rapports dont on peut tirer des conclusions inquiétantes. Sans parler des risques techniques qui peuvent et doivent être maîtrisés, les écologistes estiment que la combinaison de plusieurs facteurs de pollution peut déterminer des conséquences incontrôlables sur l'environnement et la qualité de la vie. Par ailleurs, les rapports insistent sur le fait que la concomitance de la pollution de l'eau douce, de l'air, de la mer et des concentrations urbaines peut engendrer des effets à distance : la Crau, la Camargue, les Alpilles, la Sainte Baume, le Luberon sont directement concernés. Le projet de Fos se présente, dès sa naissance, comme un défi de l'expansion lancé contre la raison, la vie, les valeurs humaines. En somme, la lutte pour la survie dans le Delta Rhodanien, s'engage sur les bases d'un pari tragique et il serait regrettable d'être obligés, dès le 6e Plan, de recourir à une démonstration par l'absurde, pour prouver que les Bouches-du-Rhône sont désormais en

D A N G E R

LES

RISQUES

1) En admettant que l'étude prospective tienne compte de tous les facteurs logiques et que l'imprévisible, l'erreur, l'oubli, la faute, le sabotage puissent être évalués dans le domaine du probable, il n'en demeure pas moins qu'à cette échelle tout accident grave est de l'ordre des catastrophes nationales dont les conséquences ne peuvent être maîtrisées pour revenir à un état antérieur. A ce sujet, les exemples abondent : depuis l'affaire du "Torrey Canyon", en passant par Bugey ou les décisions prises par Jamieson (PDG de la Standard Oil) au sujet des assurances contre les désastres, permettant aux grandes compagnies de financer le nettoyage des mers polluées, on a matière à réflexion, réflexion non pas axée sur le pour et le contre de l'expansion pétrochimique et sidérurgique, mais sur les actions destructrices du plus haut niveau, dont les sociétés industrielles portent l'entière responsabilité.

### évolution de la pollution:



rupture d'équilibre  
fortement dégradé

MILIEU MARIN



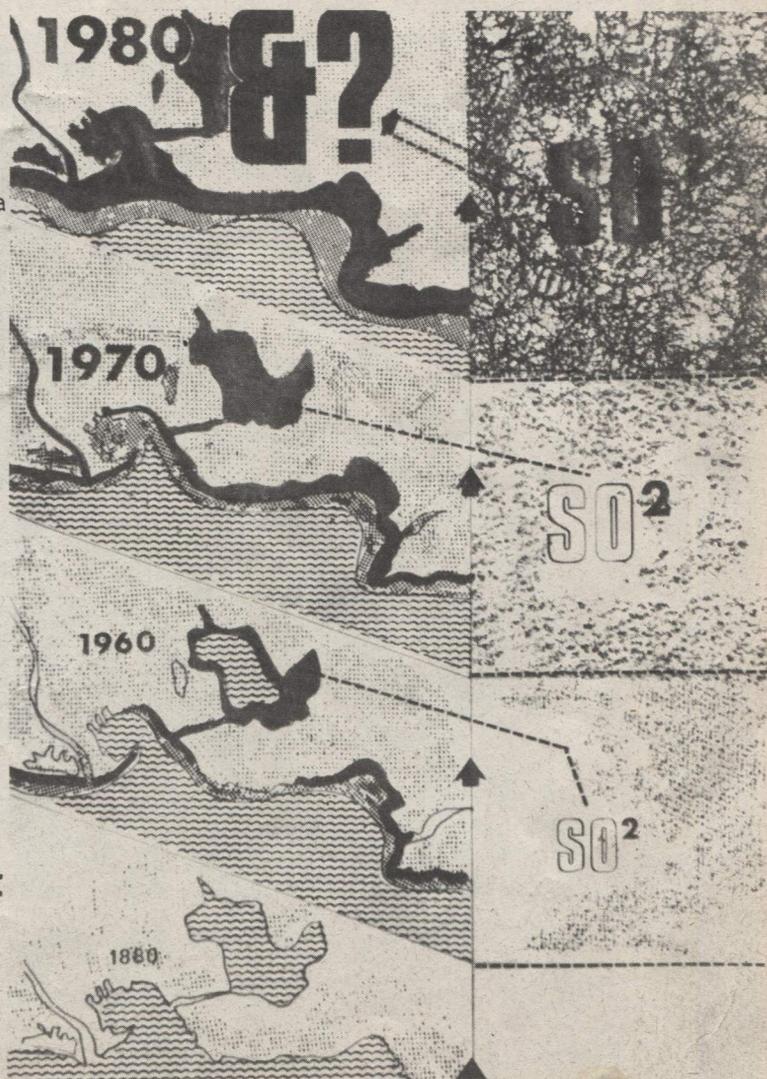
so<sup>2</sup> > 200 T/j

ATMOSPHERE



so<sup>2</sup> > 800 T/j

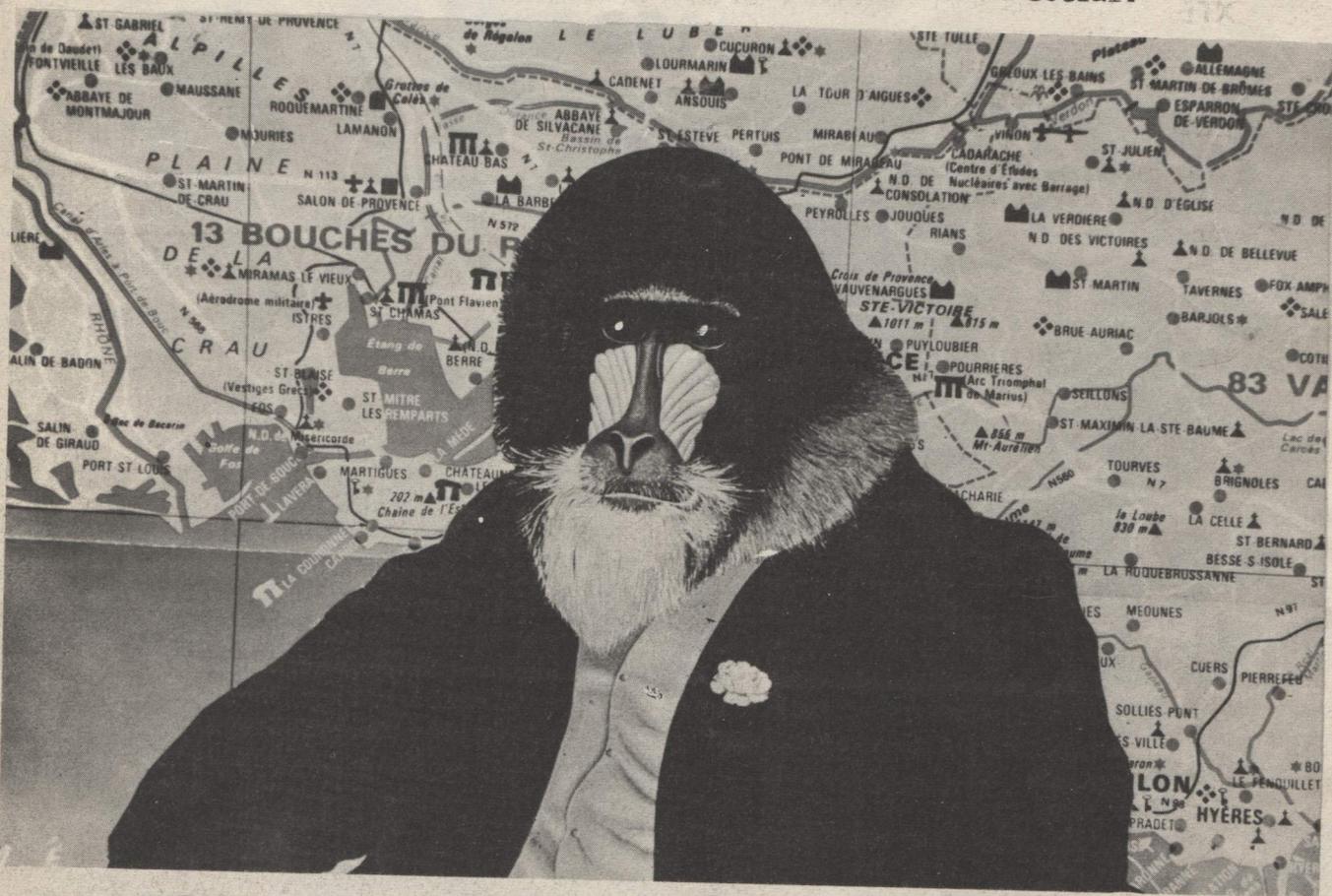
ZONE DE L'ETANG DE BERRE



2) En supposant même que l'accident puisse être évité, la surconsommation des richesses naturelles, la densité croissante des agglomérations, la profonde transformation des sites naturels et l'équilibre écologique de Fos-Marseille-Aix auront des répercussions incontrôlables à cause de la nécessité d'atteindre coûte que coûte les buts fixés pour que le projet soit rentable. Les mécanismes lancés ne peuvent être freinés sans déterminer une faillite générale du système et il est bien connu que, quand le choix s'impose entre l'arrêt de l'expansion et l'empoisonnement d'une province, il n'y a pas d'hésitation de la part des responsables. Le cancer s'étendra en surface et en profondeur, jusqu'à ce que des révoltes légitimes des populations atteintes justifient des répressions violentes au nom de l'ordre, alors que ces répressions auront pour but réel de garantir les rentabilités des capitaux.

3) Les spécialistes de l'expansion économique pensent que la mentalité de la population méditerranéenne devra changer pour assurer le succès du projet.

Or, il n'y a encore eu aucun exemple de transplantation ou de mutation provoquées qui n'aient suscité une prolifération de psychoses ou un regain de régionalisme. Ce regain est en voie de développement : l'Occitanie se réveille au jour zéro de Fos et la jeunesse du Languedoc et de Provence a des atouts sérieux à jouer dans les vingt années à venir : car il est évident que le projet ne vise pas (comme on le fait croire dans les réunions départementales) une élévation du niveau de vie local, des populations actuellement installées, mais l'implantation d'un complexe industriel, motivé à l'origine par l'intérêt géographique du lieu, le Delta du Rhône, unique en Méditerranée. L'entente du groupement Sidérurgie-Energie est rentable et même si cette rentabilité nécessite le viol psychologique des individus qui occupent la région, l'enjeu vaut le risque : le gain de puissance économique n'a pas de commune mesure avec la perte de l'équilibre mental. L'occupation industrielle entraînant l'obligation de changer de vie (s'adapter à l'industrie), dans le but de transformer des matières premières, quelles que soient les nuisances prévisibles, est une action scandaleuse du point de vue social.



# BIG BUSINESS

A FOS SUR MER (la polluée), les camarades de S et V - Méditerranée, les Amis de la Terre, et pleins d'autres groupes, et pleins d'autres Amis, se rencontreront les 8, 9 et 10 juillet.

4) Il est difficile de cacher que Fos se présente, dès son début d'industrialisation, comme un territoire d'activités dangereuses, où l'anti-pollution va tenir une place plus grande que la pollution dans l'esprit des ouvriers (même si elle ne donne pas lieu à la création de centrales nucléaires.

Soutenir le lancement d'une telle opération, au moment même où l'Europe et le monde sont sensibilisés par les problèmes écologiques, relève plus de la mauvaise foi que de l'insouciance des promoteurs.

Les responsables l'ont bien compris, lorsqu'ils ont demandé une **CONCERTATION PUBLIQUE** pour calmer l'opinion et faire valoir le sérieux des études préalables. Mais en agissant ainsi, ils ont pris de gros risques.

5) Il existe d'autres cartes possibles que celles que l'on exhibe pour justifier l'ampleur du projet. Ce sont les cartes de **SURVIE**, cartes montrant l'agonie d'une région, cartes stratégiques, permettant de fuir une zone écologiquement condamnée. Il est indispensable que les écologistes les réalisent pour informer la population des Bouches-du-Rhône des dangers qui la menace à court et à long terme.

En supposant que les projets d'implantation de Fos se réalisent selon les VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> Plans, que pourraient faire les habitants de Martigues, par exemple, pour échapper à une vie conditionnée par des seuils de pollution, éviter l'intoxication psychologique, garantir la vie de leurs enfants en s'attendant à tout moment à devoir se replier dans quelque abri anti-pollution au commandement de sirènes? Le problème de la fuite hors des zones dangereuses se posera inévitablement et principalement durant la période des congés.

Sous le prétexte d'un faible niveau économique, on prévoit une expansion industrielle sans précédent en Europe, au prix de difficultés écologiques également sans précédent.

## LES FAUX PRETEXTES ET LES VRAIS MOBILES

Très sommairement, la mutation économique de la région peut se définir par les objectifs suivants :

- population résidente plus que doublée d'ici la fin du siècle, grâce, pour l'essentiel, à des apports migratoires ;
- dans le même temps, création de 250 000 emplois industriels, soit une multiplication par trois environ ;

- industrialisation appuyée sur le développement du complexe industrialo-portuaire de Fos qui en 1990 pourrait assurer :
  - les 2/3 de la production française actuelle d'acier,
  - les 2/3 de la production française actuelle d'électricité,
  - les 2/3 de la capacité de raffinage française actuelle.



En prenant connaissance de ces objectifs, on comprend aisément que le problème humain est des plus angoissants : si les conclusions des études expriment sans complaisance l'incompatibilité de tels projets avec la vie, rien ne prouve que la censure des groupes industriels laisse dévoiler le contenu des faux prétextes et ceci pour les mêmes raisons qui ont déterminé récemment l'Institut du Pétrole à interdire la publication des recherches sur la pollution des océans dans le n° de "LA RECHERCHE" du mois de MARS 72. Si le mur du silence se confirme dans l'avenir, on permettra que la qualité de la vie se détériore au point de ne plus jamais compenser l'augmentation du niveau de vie, sous prétexte de diminuer le chômage.

En présentant comme argument la résolution d'un problème économique à l'échelle nationale, on condamne, sans consulter ses habitants, une région déjà atteinte par la dégradation des conditions écologiques.

En réalité il ne s'agit pas de l'avenir des populations rurales et urbaines, mais de la création d'un complexe d'industries lourdes et des revenus qu'en attendent les groupes chimiques et sidérurgiques.

Pourquoi des centrales thermiques, si ce n'est pour faire tourner le système technocratique et assurer l'amortissement des investissements pétros-sidérurgiques? Pourquoi l'E.D.F. cherche-t-elle des consommateurs, si ce n'est pour justifier la construction d'une installation portuaire géante?

En général il suffit de démonter quelques mécanismes, pour trouver la "boîte noire" où sont comptabilisés les profits. Fos n'est pas un cas spécial, c'est un cas parmi tant d'autres, mais dont l'ampleur des conséquences déborde les frontières du raisonnable et donne à l'imprévisible des dimensions catastrophiques. **J.M.**

Les paysans du coin: "Si ça continue, il ne restera bientôt plus rien. Toute végétation aura disparu dans la région de Château-Neuf-les-Martiques. Tenez, l'année dernière, les pommes de terre avaient un goût de pétrole. Cette année avec les pluies c'est pire encore."

La société concessionnaire pour l'enlèvement des ordures fait passer ses tarifs de 12F par an et par propriété, à 15F par mois et par caravane.

Les loyers des appartements ont augmenté de 120%

Sur un terrain abritant 16 caravanes et pourvu en tout de deux W.C., on réclame 300F de loyer mensuel à chaque famille.

Certains propriétaires gagnent 1 million ancien par mois, en louant une vingtaine de chambres sans lumière et sans eau aux travailleurs immigrés.

Un cabanon sans eau ni électricité revient à 800F par mois!

L'état a accordé 16 millions pour l'installation d'un hôpital de 400 lits, seule prévision pour un territoire qui attend 100.000 personnes de plus.

"Mon patron m'a muté à Fos, en me disant de me débrouiller avec une indemnité de déplacement de 50F par jour. J'ai dû acheter à crédit une caravane de 20.000F."

2.300 familles de travailleurs déplacés campent au petit bonheur, sur des terrains de fortune, grossis sans cesse par de nouveaux arrivants.

Indépendamment de toutes formes de pollution de l'air, de l'eau douce et des sols, l'implantation de FOS contribuera inévitablement à la dégradation biologique de la Méditerranée. Il ne s'agit pas de savoir si FOS polluera plus que Gênes, ou de juger si la présence d'une telle installation industrialo-portuaire dépasse la capacité de régénération de l'eau de mer dans le bassin méditerranéen. Il est simplement question de l'accélération du processus scientifiquement constaté par les centres de recherche (le CERBOM en particulier), qui conduit la Méditerranée d'un état d'équilibre de la flore et de la faune, à la disparition des herbiers, centres de nidation des poissons. Techniquement, la mort d'un milieu marin, c'est à la fois l'absence de vie et l'impossibilité de régénération pour un retour aux équilibres biologiques du passé. La disparition à terme de la flore et de la faune sous-marines et leur remplacement par une prolifération bactérienne est autrement plus grave que la condamnation d'une région terrestre aux abords de FOS, parce que la destruction d'une écologie régionale ne progresse que faiblement par les eaux de ruissellement, les nappes souterraines ou par les vents, alors qu'en milieu marin et spécialement dans le cas de la Méditerranée, on assiste à une diffusion naturelle des agents nocifs et donc à une détérioration générale des régions côtières. Il est même vraisemblable que les effets de ces processus engendrés par les émissaires polluants, se diffusent également dans l'Atlantique et, de proche en proche, attaquent l'Océan planétaire. Les 2/3 de la Planète seraient alors privés de vie. Comment une telle catastrophe pourrait-elle se produire à partir du saccage méditerranéen des richesses marines ? Simplement parce que les pertes par évaporation de la Méditerranée ne sont pas entièrement compensées par les fleuves, leurs affluents et la Mer Noire et que notre "mer latine" fait son plein à partir de l'Atlantique : le courant d'apport de Gibraltar engendre un courant côtier qui visite les côtes de l'Afrique, du Moyen-Orient et du Sud de l'Europe. Pour vous en convaincre, allez donc aux Issambres : vous verrez des bouteilles en plastique portant des marques italiennes. Tout solide en flotaison jeté à Gênes arrive sur nos côtes le lendemain. Toute pollution de Marseille et de Fos passe par les belles plages du Languedoc. Il vaut mieux ne pas se poser la question pour savoir d'où est sortie l'idée de Fos quand on a l'audace de vanter la "Grande Motte"... Il y a quand même des limites à la stupidité ou à la croyance en l'honnêteté des promoteurs de ce genre de merveilles. Même si la prospérité de la France tenait en même temps à la vie du Languedoc et à la réalisation de FOS, ces projets sont indéfendables à long terme. On ne joue pas avec la vie des mers ! Les responsables de l'aménagement des régions côtières méditerranéennes se sont réunis le 17, 18 et 19 Mai à Porquerolles (Var), pour déterminer une politique commune de défense écologique. Les avis étaient unanimes : le contrôle des émissaires est indispensable, -la navigation des pétroliers est un danger permanent. Dans les conditions actuelles et en tenant compte des projets industriels dont FOS est un tragique exemple, il est hautement probable que la Méditerranée ne résistera pas longtemps. Tout dépend d'une collision, d'un accident et même si tout se passe bien, la mort est au bout du siècle. "Alors, dira-t-on en haut lieu, encore du pessimisme, encore de fausses nouvelles, des déclarations fallacieuses, des divagations d'intellectuels." A ceux-là on peut répondre en exigeant la publication des résultats d'études scientifiques récentes, en particulier ceux de l'OREAM et du CERBOM, tous deux organismes d'état.

A cet article il n'y a pas de conclusion possible, il n'y a qu'un immense dégoût. L'insouciance et l'inconséquence ont dépassé les limites du bon sens.

Le progrès technologique et l'expansion économique devenus fins en soi, annoncent désormais la couleur : rien ne peut les arrêter quand le profit est en jeu. C'est comme si l'homme avait perdu l'instinct le plus élémentaire ; celui de protéger sa descendance. En s'attaquant à la mer, en en faisant un gigantesque dépotoir, on inaugure un nouveau style de génocide : la condamnation de ceux qui ne sont pas encore nés.

Jean MAILLÉ.

Cela a dû certainement se passer de cette façon: sous la pression des élus locaux, des Préfets attentifs, le tout orchestré par une campagne de presse et quelques ouvrages à succès, le Conseil des Ministres s'était penché sur la carte économique de la France. Une tache noire dans le Nord et l'Est, une à Paris et le reste était désespérément désertique. Le désert français. D'autant plus que cela faisait mauvais effet en une période où la France se devait d'être l'égale des plus fortes dans la CEE et le monde. Il fallait donc décentraliser dans un esprit régionaliste. Fos, à l'autre bout de la France, était le parfait débouché du grand axe européen. Pas de problème: Fos devait devenir le premier complexe européen et le contrepoids des Hambourg, Rotterdam, Amsterdam, surtout que la morosité lorraine commençait à peser dans la balance politique.

Coup de téléphone à de Wendel, Usinor, Air Liquide etc... et le tour est joué. Une étude préliminaire et l'on se jette l'affaire aux locaux sous forme d'avis d'expropriation et d'espoir de milliards. La période d'euphorie passée, les travaux d'infrastructure industrielle commencés, les autochtones ont froncé les sourcils. De la boue, des bulldozers, des Turcs, des Lorrains, des investissements provenant de l'extérieur, des matériaux achetés hors de la région et toujours ni emplois nouveaux, ni injection locale d'argent. L'inquiétude devient d'autant plus grande que cette zone énorme se révélera comme le creuset de l'Europe où se fabriquera la matière industrielle lourde, aux retombées économiques intéressant l'Europe, sinon le Monde et aux retombées locales sous forme de pollution. En fait de régionalisation, tout vient de Paris et d'ailleurs: les ordres, les matériaux, la main d'oeuvre, la grande finance internationale. Les sièges resteront hors de la Provence et l'argent dégagé ne demeurera pas sur la région. En effet, l'investissement énorme doit d'abord être amorti. Ensuite les plus-values dégagées par l'énorme production seront immédiatement absorbées par les réinvestissements que les grandes sociétés effectuent dans le monde, ces sociétés, généralement internationales, échappant le plus souvent à toute imposition, surtout locale.

Si les plus-values échappent à la région, les habitants de Fos pourraient se consoler en se disant qu'ils auront enfin du travail. En vain! La création d'un nombre très important de postes sera de faible portée locale, la plupart des travailleurs provenant de régions souvent lointaines (Lorraine, Nord, etc...) où règne un chômage croissant. La région n'aura comme perspective que les problèmes psychologiques du déracinement et de l'habitat concentrationnaire. Cette population est plus docile que celle de la région méditerranéenne qui pourrait se sentir forte de ses attaches et revendicative. Cela a permis aux économistes de prévoir une solide infrastructure industrielle et une infrastructure sociale plus que légère. Il est prévu de déplacer 1 million d'habitants d'ici à quelques années, alors que rien n'est fait encore au point de vue habitations et locaux socio-éducatifs. Ne parlons pas de la végétation...

Ne soyons pas trop pessimistes: il y aura tout de même de larges retombées. Des postes seront confiés à des provençaux, les salaires distribués seront réinjectés dans la région sous forme de consommations courantes, de constructions d'immeubles et de villas pour cadres; les artisans pourront placer leurs oeuvres auprès de ceux-ci et les hauts-lieux culturels verront leur audience accrue.

Quel en sera le prix, la rançon? Non seulement Fos n'intéresse que très marginalement les habitants, mais ceux-ci récolteront tout le train de problèmes que posera le déplacement de centaines de milliers d'individus, alors que rien n'est fait pour les accueillir et toute la pollution que dégagera l'énorme complexe pétro-chimico-métallurgique, malgré toutes les précautions prises. L'étang de Berre est déjà déclaré dangereux à la baignade, les nuages de fumée (SO<sup>2</sup>) existants seront multipliés en volume, le bouleversement écologique sera sensible sur un rayon dépassant largement Marseille et Aix, englobant au passage la réserve camargaise, lieu indispensable dans la migration des oiseaux, sans parler du risque de catastrophe maximum imprévisible (500 000 T coulant, explosion criminelle des pipe-lines, incident dans les centrales atomiques prévues au centre de l'étang de Berre, etc...) Quant aux avantages pécuniaires apportés aux provençaux, il est évident qu'ils sont sans aucun rapport avec la condamnation d'une région dont les habitants devront supporter la rançon de l'expansion industrielle internationale. La Lorraine a été vidée et transformée en dépotoir. Au tour de la Provence pour le bon plaisir de la société du progrès.

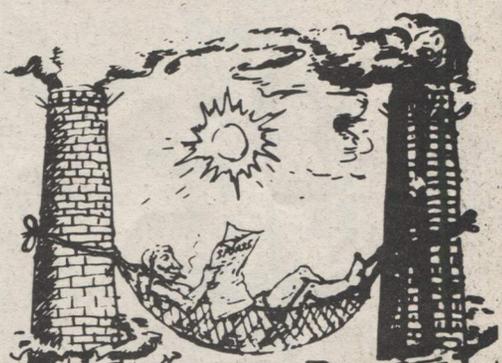
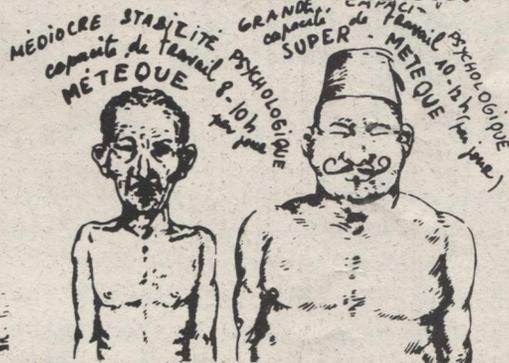
Et même si les provençaux en récupéraient les bénéfices, le ciel n'en serait pas moins chargé de fumées et le thym ne sentirait pas moins le pétrole.

Pierre Serpinski

# 1<sup>re</sup> carte postale

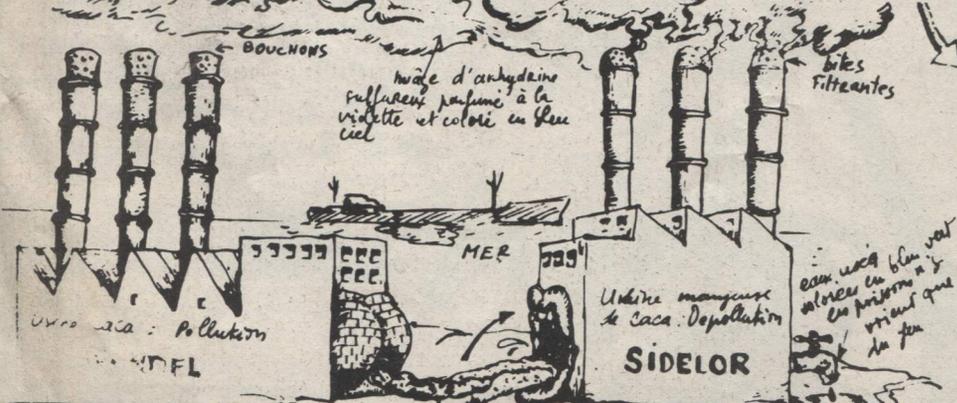


A FOS les négriers en tous genres sont contents: le super-métèque TURC, dernière de leurs trouvailles, supplante le métèque courant (Arabe, Espagnol, Portugais) plus hableur et feignant et qu'on trouve déjà trop sensible aux sirènes syndicales ou gauchistes. -XIX<sup>e</sup> siècle pas mort. - D'autres gens heureux, ce sont les Lorrains, qu'on trouve entassés avec leurs familles dans des caravanes louées 300F par mois. Z'avaient jamais vu le soleil et la mer d'aussi près. Ceux qui râlent ne voient pas l'inestimable avantage d'une telle situation. Ainsi ils n'ont pas besoin de chercher ailleurs pour passer leurs vacances d'été.



Y'a guère que quelques mauvais coucheurs dont FÉRAUD, le pétulant maire de FOS, UDR défroqué qui magouille, sous prétexte d'autonomie locale, pour avoir le plus gros du fromage pour lui tout seul, alors que l'état magouille pour avoir la main-mise politico-administrative sous prétexte d'une juste répartition du fromage entre les communes intéressées. En langage cybernétique on appelle ça la "péréquation des ressources". Naturellement tous ces gens ont autre chose à faire qu'à s'occuper de loger les déportés lorrains et surtout le bétail humain importé qui finira par se loger dans le plus grand bidonville d'Europe. Un bidonville à la taille de FOS. Chacun se renvoie la balle en se bouchant le nez.

Pourtant l'oracle de service vous dira que tout a été prévu. L'avenir des chiffres exhorte à l'optimisme: 810.000 emplois et 25.000 logements de prévus (terrains de jeux, crèches, centres culturels etc...) parce que FOS, c'est ça une mégalopole pourrie jusqu'à la moëlle et inviable à terme, l'aboutissement logique de la paranoïa industrielle qui déversera journellement 1400 T d'anhydride sulfureux de ses cheminées rabotées pour ne pas gêner les avions à DASSAULT; une puanteur qui s'étendra à une centaine de KM à la ronde, le saccage des quelques plages prolos qui restaient encore sur la côte. On dit le pétrole bon pour les cheveux: la Méditerranée va devenir le paradis des calvitie naissantes et du champoing gratis.



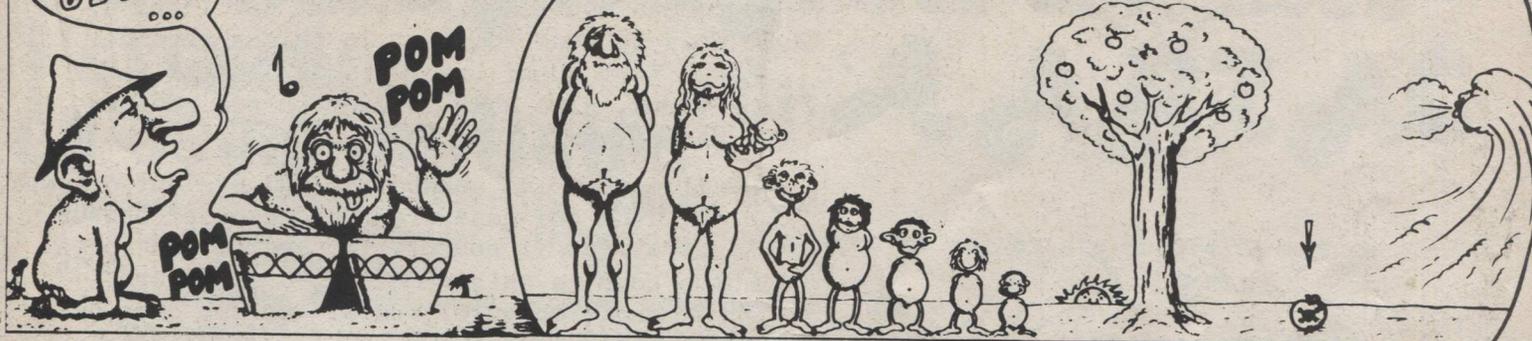
Et suprême conséquence de l'absence de surveillance: le démarrage de l'industrie anti-polluante encore dans les limbes. des renifleurs électroniques seront placés jusque dans les grandes villes limitrophes du complexe (Marseille Avignon, Montpellier) qui mesureront minute après minute la teneur de l'air en oxygène. S'il y a trop de merde une sirène déclanchera l'alarme: les gens pourront toujours s'empêcher de respirer en attendant que ça passe ou faire la queue devant les distributeurs d'oxygène comme à TOKYO. Pour les paysans on ne nous dit rien. Les rares qui restent encore se plaignent que leurs patates puent le pétrole. 13

INFO ① L'EXPO-VENTE AU PROFIT DES COMITÉS ANTI-NUCLÉAIRE AURA LIBU DU 20 AU 26 JUILLET, AU CHÂTEAU de la NERTE. CHÂTEAUNEUF DU PAPE. (Route d'Avignon)  
PART ② MAISON DE POTIER A VENDRE. S'adresser à KRESZ. place du vieux marché. VAISON LA ROMAINE (84).



# UNE PETITE PARABOLE ...

OYEZ!  
OYEZ!



....."les enfants d'Adam et d'Eve étant montés nombreux sur l'Arbre de la Connaissance pour y cueillir les fameuses pommes, un grand vent se leva. Beaucoup de pommes tombèrent, et beaucoup d'enfants d'Adam et Eve aussi. Parce qu'il y avait beaucoup d'enfants sur l'arbre, beaucoup de pommes, et que le vent était très fort.

Ceux qui le pouvaient encore essayèrent de se raccrocher aux branches. Mais le vent soufflait si fort que bien de branches cassèrent, d'autant plus que l'Arbre était très vieux et qu'il donnait beaucoup trop de pommes. Même qu'au goût, elles étaient plutôt moins bonnes qu'aux débuts.\*

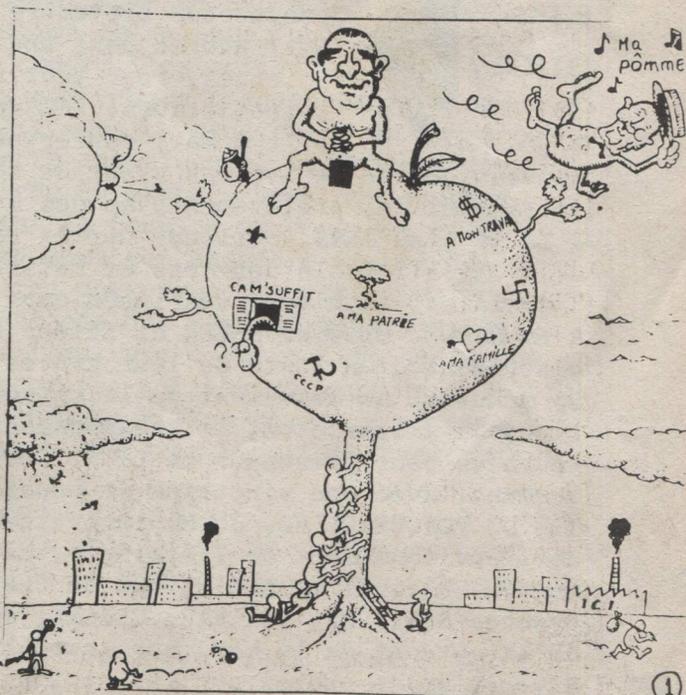
Il y eut de ces enfants qui se retrouvèrent le cul par terre au milieu des pommes tombées.

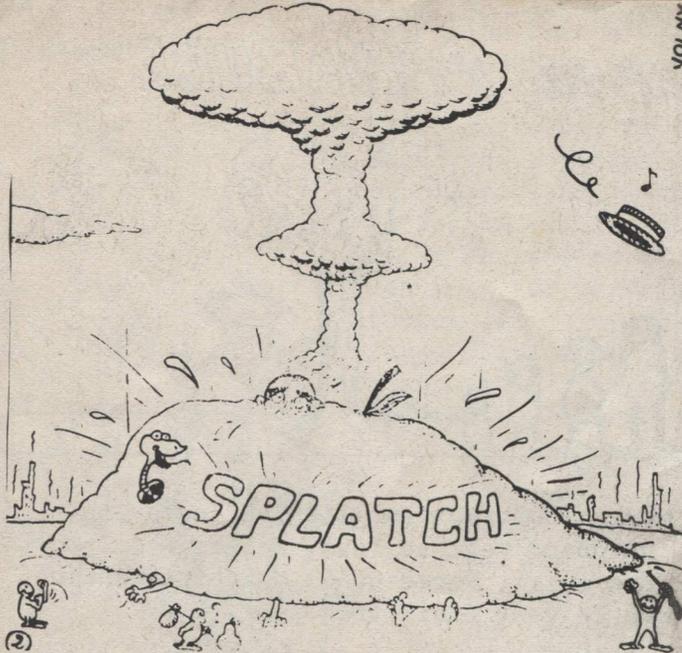
Il y eut d'autres qui restèrent accrochés à l'Arbre sans pouvoir plus en redescendre. Ils réussirent peut-être à se nourrir de pommes, s'ils n'en étaient toutefois pas dégoûtés. Mais le vent étant violent, finalement il ne resta plus de pommes du tout sur l'Arbre. Alors, ils moururent de faim, ou se laissèrent tomber au milieu des autres, le cul par terre eux aussi.

Parmi tous ceux-là, il y en avait qui n'avaient plus faim du tout. Ou bien, ils étaient tombés sur la tête, et la faim pour eux, c'était une affaire réglée une fois pour toutes. Ou bien, à force d'être le cul par terre au milieu de tant de pommes tombées, vertes, mûres, pourrissantes, véreuses, ça leur avait coupé l'appétit. A force de donner trop de pommes, cet Arbre-là avait fini par en donner peu de bonnes, et beaucoup de mauvaises. De toutes façons, étant tombés comme ça, le cul par terre, au milieu de toutes ces pommes, ils n'en avaient plus tellement envie.....

D'autres au contraire avaient encore faim. Ils n'avaient pas aussi bien mangé que leurs frères, avant le vent, et ils voulaient se rattraper. Ils essayèrent de manger les fruits tombés de l'Arbre. Certains ne les digérèrent pas du tout. Soit qu'ils en avaient trop mangé, soit que les fruits ne fussent plus comestibles. Ils les vomirent et eurent la colique. Ce n'était pas sain du tout pour eux-mêmes, ni pour leurs voisins. D'autres, en prenant la juste mesure de leur appétit, et en choisissant les fruits les meilleurs continuèrent à se nourrir et à bien digérer.

MATHIEU, Marie-Claire, Eric et Christian ont des bâtiments et 70Ha à 1500m alt. Ceux qui sont intéressés par leur projet de communauté agro-biologique, rapports antiautoritaires et plein de choses bien écrivent à M.VERNET Poste restante 06 GUILLAUME





VOLNY

Jusqu'à ce qu'ils soient aussi dégoutés des pommes.

Reste à savoir si, par la suite des temps, des pommes nouvelles poussèrent sur l'Arbre, une fois le vent tombé et la saison revenue.

On peut aussi imaginer que l'Arbre était trop vieux, plus assez solide en ses racines, et que par le vent, il tomba.

Il écrasa les bonshommes qui étaient dessous. Et ceux qui essayèrent de remonter dessus.

Et après, il pourrit, et devint une sorte d'humus pour la naissance d'un autre Arbre.

A condition qu'il restât quelque part de la graine de pomme.....

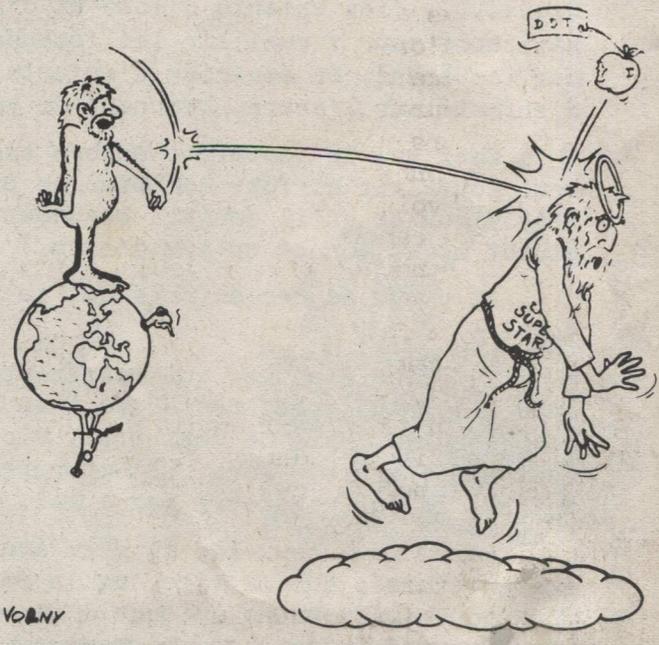
Et d'autres enfants d'Adam et d'Eve..... Parce que, par chance, il y en avait peut-être qui n'étaient pas montés sur l'Arbre, le jour du grand vent, et qui de ce fait n'avaient pas été écrasés.....

Car, en effet, tout le monde ne pouvait pas monter sur l'Arbre en même temps.... Il y avait peu d'échelles, et elles coûtaient un prix fou. Et les gens n'aimaient pas s'entraider en se faisant la courte-échelle.....

Peut-être aussi que les enfants d'Adam et d'Eve qui avaient encore envie de manger, préférèrent un autre fruit que la pomme.....

Alors ils allèrent voir s'il n'y avait pas par là un poirier.

anne Fromelin



VOLNY

L'ACTION

OÙ  
ET  
QUOI?



Les amis de Survivre, communiquent une liste de leurs interventions, débats, manifestations, etc... pendant le mois de mai. A MONTPELLIER, François et Jean-Louis, préparent un film couleurs, sur FOS. Début du tournage prévu pour septembre 1972. A MARSEILLE, une permanence est fixée le jeudi à 17 heures dans une salle du département Mathématiques de la FAC des Sciences. Pour tout renseignement, contactez Jérôme MANUCEAU, département Mathématiques, FAC des sciences. 1er étage- Escalier 3- Salle T.C.E.

- Le 8 mai, conférence-débat, à ORANGE, AVIGNON et BOLLENE. A AUBAGNE, un nouveau groupe de lycéens vient de se former. Ils étudient la pollution dans l'Huveaune, en faisant des prélèvements et des mesures. A AIX, on se bat pour conserver des arbres.
- le 16 ; au CNRS, colloque sur la radioprotection.
- le 23, à l'Ecole des Arts et Métiers, conférence-débat de Jean MAILLE sur les relations sociales, au niveau des ingénieurs et des cadres.

A LA GARDE, Olivier MEYER et Hélène NIVIERE viennent de terminer un diaporama avec enregistrement d'un texte de leur cru et une musique électro-acoustique. On assiste pendant 25 minutes, au mouvement de la conscience des gars de terminale. Tout y passe : la pollution, la ville-béton, le lycée-caserne, les fleurs, l'amour, etc... On va organiser des tournées pour présenter ce LIGHT SHOW. A TOULON, les trois JEAN (Maillé, Damais, Dieux) forment, avec une vingtaine de copains un Comité Varois de soutien au Larzac.

ILE DE PORQUEROLLES, J. M. intervient au colloque international de Porquerolles, au sujet de l'environnement de l'écologie, de la protection de la façade méditerranéenne. A TOULON, Centre Culturel et Artistique de Chateaufallon, c'est le mois, réservé à l'expression des groupes SURVIVRE, USALVAR, CLICAN, etc... Pour présenter des documents sur la pollution de la côte et de la mer, sur la pollution mentale dans les sociétés industrielles etc... Exposition de photos sur les régions de FOS et débats chaque semaine.

# Le Sud Aveyron <sup>Zone</sup> colonisée l'extension du camp militaire du LARZAC

Quelques déclarations officielles récentes :

"La première des choses à faire, c'est de sauver ce qui existe encore de nature et de paysages français".

(Conférence de presse de Georges Pompidou, 21 Janvier 71)

"On assiste à un déferlement d'initiatives malencontreuses pour les paysages français ; les projets déraisonnables et inacceptables se multiplient. Un jour, les plus avides, sinon, les cyniques, s'apercevront qu'ils ont tué la poule aux oeufs d'or".

"L'espace rural est une des chances de notre pays et le maintien d'un solide tissu rural permettra l'aménagement du territoire de demain".

(Discours de Robert Poujade, Ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement, Avril 71)

"Je ne vois pas le profit que l'économie aveyronnaise pourrait tirer de l'extension du camp du Larzac".

(Conférence de presse de René Tomasini à Rodez, 10 Juin 71)

Un fait brutal, tout aussi officiel : le 27 Octobre 1971, on apprend l'extension du camp militaire du Larzac (superficie passant de 3.000 à 17.000 Ha d'un seul tenant), par décision de M. Debré, Ministre d'Etat chargé de la guerre. Cette décision, en totale contradiction avec les bonnes intentions affichées en public, n'aura surpris que les naïfs. L'extension du camp du Larzac n'est qu'une étape nouvelle de la politique concertée de mainmise de l'armée sur le pays, plus particulièrement sur les régions méditerranéennes. L'armée ne cesse de s'approprier des dizaines de milliers d'hectares dans le Var, en Aveyron et en Provence. Après Canjuers, (35.000 Ha dans le Haut Var) le Pic St. Loup (1.700 Ha dans l'Hérault), le plateau d'Albion (37.000 Ha en Haute Provence, etc...), c'est au tour du Larzac (17.000 Ha). Les derniers flots de silence et de nature sont livrés aux bottes et aux blindés de la soldatesque. Mais l'opération, cette fois, se heurte à une résistance farouche ; Millau et la région environnante sont depuis plusieurs mois en effervescence. Dès le 6 Novembre 1971, une très importante manifestation de protestations a eu lieu à Millau ; et depuis ce jour se développe une lutte âpre, pour empêcher que l'armée occupe et saccage le Larzac ; très vite la conspiration du silence, de rigueur en pareille matière, a échoué. Une pétition nationale contre l'extension du camp circule à travers toute la France et recueille de très nombreuses signatures ; un comité de défense groupant diverses organisations politiques et syndicales ou non s'est constitué à Millau ; l'exemple a été suivi : on compte actuellement en France, plus de 60 comités de soutien ou associations de sauvegarde du Larzac. Deux conférences ont grandement contribué à sensibiliser l'opinion sur la gravité du problème et à étendre le débat au niveau de la politique militaire dans son ensemble (Lanza del Vasto et Jean Toulat). De nombreuses actions concrètes ont prouvé la détermination des défenseurs du Larzac. Citons, entre autres, l'épisode des feux allumés par les agriculteurs sur les crêtes des Causses entourant Millau, une distribution de tracts en ville par les Millavois, le jeûne de 15 jours entrepris par les compagnons de l'Arche avec la participation de paysans et d'habitants de Millau et, tout récemment à l'occasion de l'opération "fermes ouvertes" à Pâques, un très important rassemblement.

Que se passe-t-il donc ? Pourquoi cette résistance populaire ?

Il faut croire que les gens au pouvoir et leurs agents militaires et banquiers sont allés en la circonstance trop loin dans leur politique de mépris de l'homme. En effet, l'extension du camp de Larzac est un scandale parce que :

C'est une caricature de "Cause d'Intérêt National", un crime contre la nature, une catastrophe économique, une agression contre l'homme.

Il serait vain de relancer ici le débat sur la défense nationale : il y aurait toujours des bons esprits pour brandir comme argument décisif, la déplorable maxime qui trône encore en bonne place dans les grammaires latines en usage dans les lycées : "Si tu veux la paix, prépare la guerre". Ils démontreraient avec brio et juste ce qu'il faut d'émotion contenue que l'appropriation par l'armée de quelques milliers d'hectares, est une cause d'intérêt national. Debré n'a-t-il pas déclaré que c'était en raison "des intérêts supérieurs de la nation" que la décision d'étendre le camp de Larzac avait été prise ? Le moyen de résister à une formule aussi ronflante ? Remarquons au passage que ces fameux intérêts supérieurs sont jugés souverainement et sans appel par le ministère de la Défense nationale et le gouvernement ; c'est l'occasion d'apprécier les progrès de la démocratie en France : en 1903 la création du camp de 3.000 Ha donna lieu à un débat au Parlement, tandis qu'en 1972, l'extension à 17.000 Ha est du strict ressort du Ministre. Les véritables mobiles sont plus terre à terre : il n'y a plus trace de la hauteur de vue que laisserait supposer la formule pompeuse du Ministre. Ces messieurs les militaires étaient fatigués de verser des indemnités aux agriculteurs pour les dégâts causés à leurs exploitations ; en effet, la puissance croissante des armements utilisés les "contraignit" à sortir des limites pour tirer à l'intérieur du camp ! C'est ainsi que l'armée décida d'acquiescer des terrains qu'elle s'appropriait et saccageait déjà. "Désormais, nous manoeuvrerons chez nous", ont déclaré fièrement les généraux. Pitoyable est l'argument repris par le Préfet de l'Aveyron, comme quoi le camp agrandi servirait à entraîner les jeunes recrues au maniement de l'artillerie moderne. Pour quoi faire ? Pour faire joujou avec qui ? Même dans une perspective de politique belliciste, on ne peut que sourire de pitié devant l'anachronisme débile des exercices et autres grandes manoeuvres des blindés et des engins à chenille, qui cracheront la mort sur le plateau du Larzac : les maniaques de la violence ont à leur disposition un arsenal autrement dévastateur.

---

Il s'agit en réalité d'une vaste escroquerie, perpétrée sur le dos des populations locales. L'armée, soutenue par un certain Gabriac, Maire U. D. R. de Millau et par un non moins certain Delmas, député U. D. R. de l'Aveyron, prétend avoir besoin de s'appropriier 14.000 Ha supplémentaires, pour utiliser au mieux les chars et les canons dernier cri, alors qu'elle s'empresse de louer ses champs de manoeuvre aux troupes étrangères (Anglais et Allemands principalement) : les blindés anglais occupent déjà le Larzac. Donc, la véritable raison de l'expansion du camp est qu'elle va rapporter de l'argent grâce à la location du champ de manoeuvre et au commerce accru d'armes. Voilà ce que Debré appelle les intérêts supérieurs de la nation. Cette mesure s'inscrit dans un processus général de militarisation en France, justifié (cause et conséquence étant habilement confondues) par le climat d'insécurité, de rivalité et de violence délibérément entretenu dans le monde par les chefs d'Etat et leurs complices, grâce à deux puissants leviers, les querelles idéologiques et les racismes divers.

---

Naturellement, les Tartuffes qui règlent le sort des hommes, ne cessent de stigmatiser la guerre et d'exalter la paix ; mais les faits sont là, et rien n'est fait en profondeur pour instaurer la paix entre les hommes et les peuples ; rien n'est fait pour débarasser les hommes, comme l'écrit l'Evêque de Rodez, expliquant les raisons de son jeûne de 15 jours pour protester contre l'expansion du camp "de la haine, de l'orgueil, du culte de la force, de l'esprit de domination, du nationalisme, du racisme". Bien au contraire, on met au point sans relâche, des armes toujours plus destructrices, des procédés d'extermination toujours plus efficaces ; les arsenaux sont bourrés d'armes nucléaires, capables d'effacer toute vie de la terre, d'armes chimiques et bactériologiques expérimentales, aux effets de destruction irréversibles. Certes, la guerre totale parvient pour l'instant à être évitée une trouée de lumière a jailli dans la cervelle épaisse des politiciens et des stratèges, qui ont compris que ce serait une entreprise suicidaire. Mais, quand on a fréquenté des écoles pour ça, quand on est fait pour ça, quand ça permet de maintenir le statu quo, dans l'équilibre des forces politiques à l'échelle du monde comme à l'échelle du pays, on peut difficilement se retenir de préparer et de faire des petites guerres, d'entretenir des conflits, en prenant des risques calculés,

s'entend, qui servent essentiellement à expérimenter des armes nouvelles et à satisfaire des débouchés ; n'oublions pas que la France est le troisième marchand de canons du monde. Or, il n'y aura de survie pour l'humanité que si on dépasse les nationalismes chauvins et bornés. En attendant, à préparer ou à faire des petites guerres, "pour éviter la grande", on gaspille des ressources naturelles et humaines, indispensables pour sauver le milieu naturel et aider les populations déshéritées. Ainsi veut-on sacrifier le Larzac sur l'autel du militarisme.

La prolifération des armes, la menace permanente de conflits militaires, les terribles guerres en cours constituent les principaux dangers pour la survie de l'espèce. Plus ponctuellement, au niveau des personnes, ceux qui sont au service de cette entreprise de mort, la guerre, sont à coup sûr les déprédateurs les plus obtus et les plus acharnés de la Nature. Voici, pour commencer, un exemple tragi-comique que les Varois connaissent : à Tourris, près de Toulon, les militaires, soucieux d'éviter les feux de forêts, ont trouvé le moyen le plus sûr : couper les arbres par pans entiers ; voilà pour les illusions de ceux qui y voyaient la promesse d'une sorte de réserve naturelle.

Déjà au Larzac, on assiste à une agression permanente des militaires contre l'homme et l'environnement, dans un périmètre "opérationnel" d'environ 100.000 Ha ; hurlements des moteurs d'hélicoptères, braconnage systématique, danger dû à de mystérieux essais effectués dans des tunnels à l'extérieur du camp, déferlement de troupes un peu partout dans la région, circulation intempestive de chars et d'auto-chenilles, destruction de cultures par obus, etc... On imagine aisément l'avenir. En cas de défaillance de la faculté imaginante, on a la chance de disposer d'un exemple concret qui aide à se représenter ce que sera le Larzac dans quelques mois ou années ; il suffit de faire un tour du côté du Plan de Canjuers (Var) et de se promener ; c'est édifiant : une commune (Broves) rayée de la carte, des sites magnifiques devenus inaccessibles (canyons de l'Artuby, Chapelle de Notre-Dame de Gayme-Gram), un sol criblé de trous d'obus, des collines saignées à blanc, des routes coupées ou jalonnées de barbelés et de panneaux d'interdiction (terrain militaire, danger de mort, interdiction de pénétrer, de stationner, etc...). Plus particulièrement, la route de Draguignan à Castellane qui mène aux gorges du Verdon, d'un intérêt touristique exceptionnel, sera coupée à n'importe quel moment, été comme hiver, par tranches d'un quart d'heure. Il ne faut pas que le plateau du Larzac devienne un nouveau camp de la mort.

Ainsi, si l'on entend d'abord par environnement, dynamique de la nature au contact de l'action humaine, il est clair que l'extension du camp entraînera la dégradation écologique d'une région splendide et le saccage de la végétation. On peut prévoir dès maintenant, comme le souligne le LIVRE BLANC publié par les agriculteurs du Larzac, dont M. Poujade n'a pas même daigné accuser réception, les conséquences suivantes : défiguration des paysages, effets dévastateurs des explosions, pollution des eaux souterraines, destruction des richesses naturelles, et, à plus long terme, ruptures irréversibles des équilibres biologiques (flore et faune), etc...

D'autre part, si l'on entend par environnement, cadre touristique, il est clair que les 17.000 Ha du camp, augmentés de quelques milliers d'autres, seront rayés de la carte touristique (vallées limitrophes et arrière-pays) ; alors que les immenses possibilités de repos et de détente qu'offre cette zone, commencent à peine à être entrevues et utilisées, voici que l'extension du camp les anéantit brutalement. Quel touriste, mis à part le masochiste et l'amoureux de la chose militaire, aura encore le goût de fréquenter cette région ? Car la nationale 9, seule voie d'accès du Massif Central à la Méditerranée, se trouvera enclavée dans le camp. Notre touriste, ou bien ne pourra pas l'emprunter si elle est fermée à la circulation au moment le plus critique, pendant les manoeuvres d'été, ou bien courra le risque de recevoir des pruneaux sur la figure et de se faire traîner au poste manu militari s'il a l'audace de s'arrêter ou de prendre des photos.

Inutile de s'étendre plus longuement sur ce spectacle de désolation ; il faut pourtant ajouter que les retombées de cette nature risquent d'être plus étendues encore, puisque certains experts militaires comptent sur une 2ème extension allant jusqu'à 60.000 Ha. Comment ne comprennent-ils pas que l'expansion indéfinie de camps militaires qui accélère la disparition des derniers espaces ruraux, ne peut se poursuivre sans de graves bouleversements écologiques.

Myopie ? Passion du profit ? Infantilisme ? Quoi qu'il en soit, la décision d'étendre le camp du Larzac révèle une méconnaissance et un mépris inquiétants de l'urgence écologique, en contradiction flagrante avec les déclarations et les gesticulations officielles.

L'argument spécieux qui a servi à "justifier" la mise à sac du plateau de Canjuers, espoir de relance économique d'une région désolée, aux terres incultes et improductives, n'a pas la moindre portée pour le Larzac. L'implantation d'un camp n'a jamais rien apporté à une région donnée, pas même la création d'emplois (à Canjuers, 10 emplois, tous militaires) ; or, au Larzac, l'extension du camp aura des retombées plus aberrantes encore que les méfaits évoqués plus haut : elle causera la ruine économique de la région, actuellement en pleine expansion. Pour vivre et se développer, le Larzac ne peut compter que sur le couple Tourisme-Agriculture. Or l'extension du camp portera un coup fatal à l'un comme à l'autre. Si le principal axe routier (N1e 9), devient définitivement une voie dangereuse, ou simplement hasardeuse, le tourisme disparaîtra, l'acheminement des produits et marchandises sera considérablement entravé ; le résultat sera l'asphyxie économiques de Millau et du Sud-Aveyron.

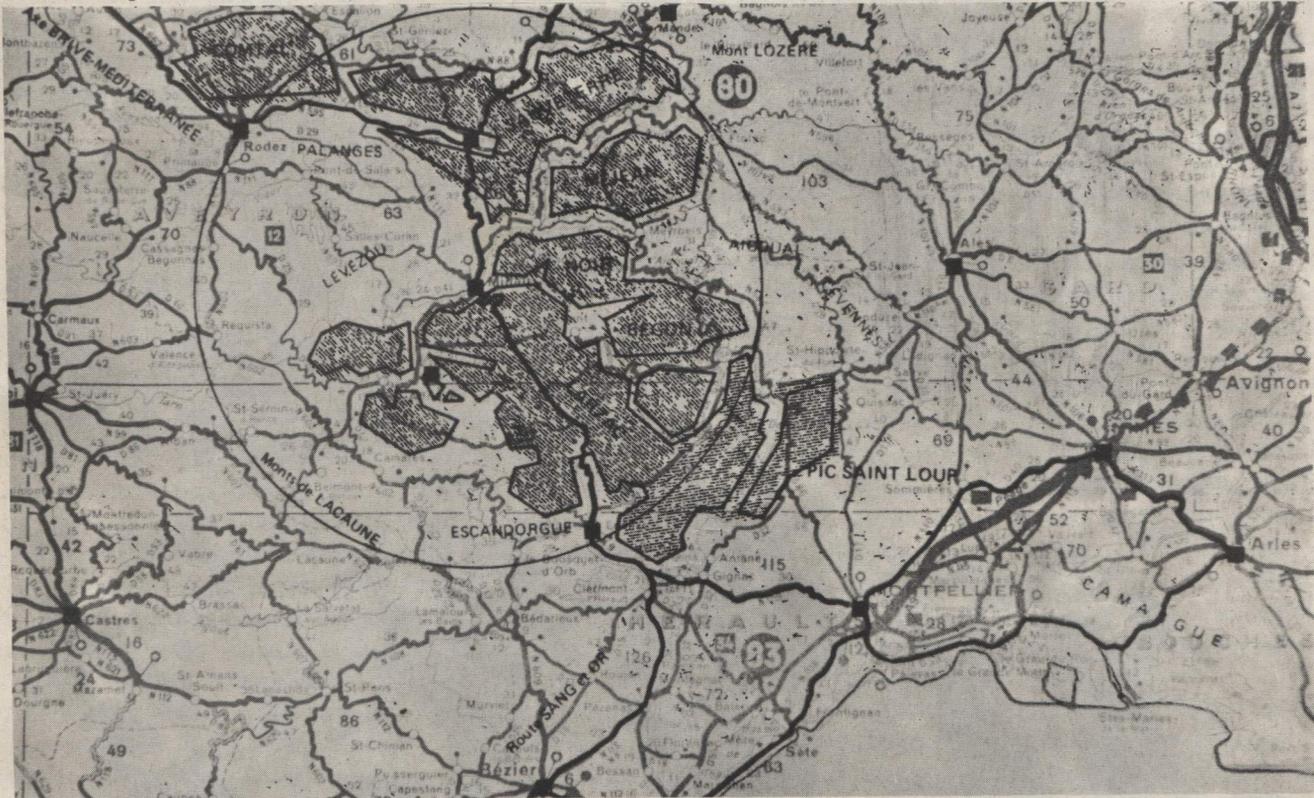
Pour l'agriculture et l'élevage les conséquences seront beaucoup plus catastrophiques car, contrairement à ce que le pouvoir, la grande presse et la télévision s'acharnent à faire croire, le Larzac, n'est pas un désert de cailloux et de génévriers où crouissent des populations vieillies, habitant des villages en ruine et pratiquant une agriculture de pays sous-développé. La réalité est tout autre. Apparemment déshérité, le plateau calcaire du Larzac, en pleine renaissance, est sans doute l'une des régions les plus dynamiques de France : une agriculture moderne tournée vers l'avenir, parfaitement adaptée aux conditions locales (remise en valeur de nombreux terrains), une population nettement rajeunie (28 % de moins de 40 ans, 62 % des chefs d'exploitations ont moins de 50 ans) ; des éleveurs pionniers, spécialisés dans le lait de brebis utilisé pour la fabrication du Roquefort (augmentation de 220 % en 4 ans de la production du lait de brebis).

Quelques chiffres concernant la zone touchée par l'extension traduiront mieux ce dynamisme. On compte actuellement 16.500 brebis laitières, pour 89 éleveurs. Progression : 1963 : 80 brebis par éleveur ; 1969 : 96 ; 1970 : 185. Les troupeaux ont fourni en 1971 1.300.000 litres de lait, soit 325 tonnes de Roquefort, qui représentent 50 % des exportations aux Etats-Unis. En 1960, 288 Ha étaient labourés, en 1971 : 575 Ha ; objectif pour 1975 : 725 Ha. Les céréales, les cultures fourragères et la viande de mouton se traduisent, en valeur de production et de chiffre d'affaires, par près de 3 millions et demi de nos francs.

107 exploitations doivent être touchées par l'extension du camp (89 définitivement rayées de la carte économique, les autres démembrées, c'est-à-dire rendues inutilisables) ; comprenant 275 personnes actives et faisant vivre 495 personnes. Malgré ces perspectives catastrophiques sur un plan strictement économique, l'armée a le front de soutenir que l'extension du camp apportera la prospérité, alors que cela signifie crûment : arrêt de mort d'une agriculture et d'un élevage dynamiques, anéantissement d'une région remise en valeur par le travail des hommes, condamnation à l'exil et au déracinement des paysans, artisans et ouvriers des laiteries qui se sont organisés pour vivre dans leur pays, liquidation définitive d'une zone pilote qui, grâce aux bons offices de l'armée, fidèle à sa vocation, redeviendra un désert, dégénérescence de Millau où à l'image des villes de garnison, fleuriront et prospéreront les bistros et les bordels.

L'affaire du Larzac illustre, de façon exemplaire, le mépris des experts de la politicanaille et de la stratégie en chambre, envers les populations locales et, à travers elles, les hommes. Déjà la légèreté avec laquelle les autorités civiles et militaires décident l'asphyxie économique d'une région témoigne assez de ce mépris des gens. Mais au Larzac, la morgue et l'arbitraire ne datent pas d'hier : les vexations subies par les agriculteurs sont bien antérieures à la décision d'étendre le camp. Que de fois l'armée a refusé de verser des indemnités, faute de preuves, pour les dégâts causés aux cultures, aux clôtures et au bétail ! "Vous auriez dû prendre une photo" dit un jour un gradé, alors qu'on avait trouvé des brebis entassées sur trois étages, effrayées par un hélicoptère qui les poursuivait en rase-motte. "Faudra-t-il déguiser les bergers en reporters ?" répondirent les éleveurs. Le comportement de certains officiers, traîtant les paysans comme des indigènes primitifs, n'est rien d'autre

qu'une forme particulièrement abjecte et abjecte. Et il a fallu la décision d'étendre le camp pour que ce mépris connaisse un épanouissement remarquable. La gamme est complète : autoritarisme, abus de pouvoir, mensonge, cynisme. Les agriculteurs du Larzac ont appris par la télévision qu'ils seraient expropriés. La population, qui devait être consultée, a été mise brutalement devant le fait accompli : le pouvoir a fait fi des organisations syndicales et agricoles, ainsi que de l'opposition unanime du Conseil Général. La réponse "passe-partout" : c'était inscrit dans une loi-programme déjà votée au Parlement, est un monument de cynisme, quand elle est adressée à des gens, qui, n'ayant pas été informés, ne comprennent rien à ce mot. Pas bien jolies non plus les affirmations "rassurantes", des militaires, offrant généreusement quelques jours de pacage par mois ! Ignorent-ils que les brebis mangent tous les jours et que les terres seraient jonchées d'obus non explosés ? Faut-il admirer l'ingéniosité machiavélique que les experts ont déployée en mettant au point un tracé du camp qui évite soigneusement (parfois à 100 m) un certain nombre de fermes, astuce qui permet de fausser le calcul des "conséquences" de l'extension ? Ignorent-ils qu'une ferme sans terre n'existe plus ?



Parmi les mensonges à la population on peut relever la promesse d'équipements collectifs, en particulier l'installation d'un réseau d'eau potable : c'est véritablement se moquer des gens, car jusqu'à présent les adductions d'eau ont été empêchées pour accélérer le départ de la population ; les investissements et les réalisations actuelles sont dus aux seuls habitants du Larzac, et non à l'armée.

Mais la palme revient sans doute à "l'information" télévisée du 29 novembre 1971 : le cynisme du commentaire a de quoi confondre le moins naïf. On ne se demande pas si l'extension du camp est susceptible de profiter ou de nuire à l'économie de la région, si même elle a une quelconque vertu stratégique ; non ! Cela est inscrit dans le grand rouleau : ces playboys scouts se trouvent trop à l'étroit dans 3.000 Ha pour jouer aux gendarmes et aux voleurs. On va plus loin : cela s'impose comme une fatalité ; l'oracle, par le truchement des experts en prospective, a parlé : discute-on les arrêts programmés du Destin ? L'esprit critique du téléspectateur anesthésié, on passe à la deuxième phase : le travail aux tripes ; à grand renfort de pathétique (plan fixe sur le visage buriné d'une vieille paysanne qui offre l'image même de l'héroïque résignation à l'inéluctable) on impose aux téléspectateurs saisis par le grand frisson du tragique sophocléen, l'idée qu'il se trouve là confronté avec l'un de ces coups auxquels les hommes se doivent de faire face en se drapant d'immobilité, de mutisme et de dignité. C'est alors que, sûr de l'effet produit, on peut, comme en se jouant, mettre le paquet sans provoquer la révolte du sujet : alors que la caméra s'attarde amoureusement sur les vieilles maisons d'un village séculaire, on en-

tend ce commentaire, admirable de cynisme tranquille : "Le village de la Blaquièrre n'est pas touché par l'extension du camp, mais ses habitants seront obligés de partir, car toutes les terres alentours deviendront territoire militaire".

Déplacer et transplanter des hommes comme des cailloux, spolier sans vergogne des paysans attachés à leurs terres, les condamner au déracinement et à la clochardisation, cela s'appelle une agression et un crime contre l'homme ; c'est là qu'on comprend pleinement que, par la dérision militaire, le désastre écologique et le non-sens économique, le problème humain est primordial.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Une action de masse non-violente, qui force le respect, ne cesse de se développer ; son impact, comme disent les experts, doit se mesurer au ton fiéleux et haineux des récentes réactions officielles devant la résistance des habitants à l'extension du camp. Debré, stigmatisant les déclarations de l'Evêque de Rodez, qu'il qualifie de dévergondage des idées, n'hésite pas à mâtinier ses critiques acerbes de menaces à peine voilées. Colère du ministre d'Etat, parce que cette fois le scénario du gagné-d'avance s'est grippé, colère parce qu'il a compris qu'il a en face de lui des hommes.

"Pas un d'entre nous, a déclaré l'un d'eux, n'acceptera de quitter sa terre ; il faudra nous passer les menottes et nous emmener de force". Les agriculteurs du Larzac qui font preuve d'une détermination exemplaire, ont pris conscience de la force qu'ils représentent, dès qu'ils s'unissent et s'organisent pour mener une action commune. Cette lutte les a rendus capables de dépasser leur problème personnel et leur a fait comprendre certaines réalités politiques et sociales ; ils envisagent, pour l'organisation de la production du Roquefort, des structures auto-gestionnaires.

Ils ont compris surtout que l'extension du camp du Larzac s'inscrit dans un processus de colonisation par l'armée de l'ensemble de la région, qui aura pour résultat de transformer tout l'arrière-pays en un vaste désert humain.

Cela, il faut l'éviter à tout prix : tous doivent les y aider. Il faut informer sensibiliser le maximum de personnes à ce saccage, envoyer de l'argent, créer des comités de sauvegarde, signer des pétitions, et surtout venir en masse sur place (il va de soi que Survivre et Vivre se joint à toutes ces actions...). Il est encore temps de sauver le Larzac et ses habitants.

Jean-Marie Damais



# AIMER VIVRE

Paul LAFARGUE, dans "Le Droit à la Paresse", dénonçait déjà au début du siècle, l'absurdité d'un monde dont les valeurs essentielles se réduisent à celles du travail. Mais aujourd'hui il n'y a pas que le monde du travail qui soit devenu insupportable. Après le travail il y a la VIE, celle qu'il nous reste à vivre après avoir accompli notre devoir de travailleur-consommateur. Et si dans le temps du travail règne une répression sans ambiguïté, dans le temps de vivre, cette répression s'exerce sur une confusion croissante, dans un monde périmé qui n'arrive plus à assumer l'évolution rapide de ses valeurs culturelles et éthiques qui sont, elles, la préfiguration du monde de demain.

Il s'avère justement que les bases théoriques et pratiques d'une révolution, telles qu'elles se dessinent aujourd'hui, attaquent le problème révolutionnaire à deux niveaux: changer le monde politique-économique, mais changer aussi la VIE, cette vie qui recouvre tout ce qu'il y a d'expérience subjective dans l'existence d'un homme, depuis la vie amoureuse jusqu'à la vie de l'imaginaire, en passant par les problèmes posés par les structures familiales, la signification et la place de l'invention libre, de l'art, etc.... Toujours à l'échelle individuelle, il serait temps de ne plus négliger l'existence des groupes dont le potentiel évolutif et créateur est seul à la mesure de l'individu. Ce qui revient à dire qu'il serait temps de passer d'une expérience abstraite de la vie sociale (la vie politique électorale) à l'expérience réelle et immédiate que constitue l'insertion dynamique de l'individu dans un groupe (de travail, d'affinités diverses, de recherche).

Le dynamisme d'une société doit venir de sa base et non des instances inapprochables d'un centralisme simplificateur et directif autoritaire. En effet, la chaîne qui, aujourd'hui, relie l'individu à la société globale, est infiniment trop longue et complexe pour que celui-ci soit encore en mesure d'intervenir efficacement par son travail, tout en ayant le sentiment que son intervention soit perceptible dans ses effets, donc efficiente, donc réelle. D'ailleurs cette chaîne ne fonctionne, en fait, qu'à sens unique: elle part d'en haut pour distribuer un flux d'informations (ordres, idées, suggestions plus ou moins impératives...) sans réponse directe possible (il y a la filière hiérarchique, la résistance plus ou moins durable... bref, une réponse dont le cheminement intentionnellement ralenti, se perd avant d'avoir atteint son but). Seule réponse possible: l'acte subversif de la base, échappant momentanément au contrôle des instances directrices, par une réponse directe, capable d'échapper aux mécanismes de récupération (grèves sauvages, rassemblements spontanés, littérature underground, structures parallèles...)

La dimension théorique de l'homme est sociale. Mais sa dimension pratique ne dépasse pas le groupe. Au-delà du groupe on procède nécessairement à une généralisation à laquelle échappe précisément la dimension individuelle. Au niveau d'une politique économique générale, cette généralisation peut "paraître" nécessaire.... Au niveau de la VIE, elle est impensable, sans risquer de compromettre dangereusement tout le potentiel individuel de créer des solutions adaptées aux aspirations de chacun, dans un contexte géographique et social précis.

La réorganisation qu'impliquent de telles vues frise l'utopie, bien sûr. Or, ce qui distingue l'utopie d'un programme politique conventionnel et plus ou moins réformiste, c'est l'énormité de la distance qui sépare la réalité présente du projet utopique. Mais justement, aujourd'hui, la distance qui sépare la réalité présente de nos besoins vitaux (matériels, affectifs, culturels, irrationnels...) les plus essentiels, est également énorme. Et l'évolution insupportable de nos sociétés s'accélère à tel point que la seule résistance possible passe:

- par le refus quotidien, subversif de cette détérioration de la VIE,
- par l'étude de structures post-révolutionnaires radicalement différentes de celles qui, jusqu'à présent, n'ont réussi qu'à perpétuer les erreurs passées relatives à la qualité de la vie (cf. les sociétés post-révolutionnaires actuelles);
- par la pratique anticipée de solutions nouvelles et la réflexion critique sur ces expériences effectivement vécues (ce dernier point exigeant d'ailleurs de définir une méthode et des normes critiques suffisamment souples pour éviter de tomber dans un réseau contraignant d'orthodoxies nouvelles...).

*François Maillé*

ERRATUM

<u>Page</u>	<u>ligne</u>	<u>Au lieu de</u>	<u>lire</u>
40	7	H <sup>3</sup> (Tritium) 600 ci/an	H <sup>3</sup> (tritium) 6000 ci/an
43	10-11	60 millions + 30 chaque année	6 milliards + 2 chaque année
49	Depuis la crise du pétrole, le nombre de centrales nucléaires projetées en France pour l'an 2000 a été réévaluée. La commission PEON (Production d'Electricité d'Origine Nucléaire) prévoit 200 centrales de 1200 MW chacune pour l'an 2000.		

